

Aliment et combustible: Les prix comptent plus que jamais – et les enjeux sont considérables. 4

Le transport maritime d'un kilogramme de viande bovine autour du monde revient à transporter environ 16,000 litres d'eau. 6

Rapport d'actualité: Il est probable que la demande mondiale de terres pour la production alimentaire, de combustible et de fibre pourrait provoquer une invasion de terres à grande échelle. 8

Aliments forestiers: Un problème complexe qui requiert des solutions complexes. 11

Production et conservation: Solutions temporaires dans les paysages productifs. 15



Agriculture et Productivité – les impératifs de la conservation

Table des matières:

2 Éditorial | 3 Moyens d'existence et Paysages | 4-6 Aliment et combustible: dirigent-ils le futur des forêts? Les enjeux dominants des prix élevés de l'alimentaire. Biocarburant – un gâchis d'espace? Que nous réserve l'avenir? Le futur de l'agriculture et ses répercussions sur les forêts. | 7 Des agriculteurs dans les forêts : L'invisibilité des agriculteurs des forêts de Thaïlande | 8-9 Rapport d'actualité: La convergence des marchés de l'alimentaire, combustible et fibre: un moteur de changements pour les forêts mondiales | 10-11 Aliments forestiers: Forêts et sécurité alimentaire. La viande de gibier: une nouvelle crise alimentaire en vue? | 12-15 Production et conservation: Des systèmes agricoles riche en biodiversité: la clé pour réconcilier l'agriculture et la conservation. Terres arides: une situation ni catastrophique ni satisfaisante. SENSOR: Prévoir les répercussions sur la durabilité des politiques européennes d'utilisation des sols. Accepter le changement : protéger la biodiversité au sein des paysages productifs | 16 Publication des nouvelles informations

Ce numéro d'*arborvitae* est également disponible en Français et en Espagnol sur notre site www.iucn.org/forest/av

Les lecteurs répondent:

Si vous avez un commentaire au sujet de quelque chose que vous avez lu dans un numéro récent d'*arborvitae*, nous serons très heureux de vous entendre. Vous pouvez envoyer un message à: jennifer.rietbergen@wanadoo.fr

Chère UICN,
Je vous félicite pour votre 36ème numéro d'*arborvitae* traitant des approches à la conservation forestière basées sur les droits. Je vous incite à consacrer un futur numéro à l'envers de la médaille de ce sujet, à savoir les responsabilités des communautés vis-à-vis de la conservation, et la façon dont on peut les aider afin d'accomplir ces responsabilités.
Mes sincères salutations,
David Waugh
Director, Loro Parque Fundación
Iles Canaries, Espagne



En accompagnement de ce numéro d'*arborvitae* se trouve la dernière édition spéciale d'*arborvitae*, laquelle fait partie d'une série occasionnelle conçue pour fournir une analyse plus

approfondie de certains thèmes spécifiques traitant de la conservation forestière. Cette édition, *Apprendre des Paysages*, examine l'utilisation des approches des paysages afin de réconcilier les objectifs de la conservation à ceux du développement.

Cette édition spéciale d'*arborvitae*, ainsi que les éditions précédentes des séries peuvent également être téléchargées depuis la section du Programme de Conservation des Forêts www.iucn.org.



Éditorial

La communauté de défense des ressources naturelles a eu tendance à éviter de traiter la question de la productivité agricole. Dans le meilleur des cas, cette dernière s'est contentée de formuler quelques mots vagues concernant la façon dont le fonctionnement des écosystèmes et de la biodiversité soutiennent la production alimentaire, et d'offrir des messages encourageant de nouvelles solutions gagnantes tant pour les consommateurs que pour la conservation; dans le cas contraire, elle a cédé à la rhétorique 'anti-production', mettant en garde contre le fait que nous nous apprêtons à répéter les erreurs de l'agriculture du 20ème siècle. Il est évident que des erreurs ont été – et continuent d'être – commises, en raison de politiques et d'incitations mal élaborées et qui encouragent la conversion de larges étendues de terres forestières, l'utilisation indiscriminée de pesticides et de fertilisants, et le prélèvement excessif des rivières et des aquifères. Toutefois, l'augmentation de la productivité agricole a permis, selon l'IFPRI, que le nombre de personnes se trouvant en situation d'insécurité alimentaire au niveau mondial passe de 37% en 1970 à 17% aujourd'hui. En effet, sans l'augmentation considérable de la productivité agricole au cours des 50 dernières années, nous aurions aujourd'hui besoin de 300 millions d'hectares supplémentaires – une superficie équivalente à 10% de la couverture forestière mondiale actuelle – afin de nourrir la population mondiale.

Au 21ème siècle, les objectifs de la conservation doivent être abordés dans le cadre de l'urgence de garantir la sécurité alimentaire d'une

population mondiale future de neuf milliards d'individus. La conservation se doit de résoudre le casse-tête de savoir comment accomplir cette tâche tout en préservant les écosystèmes, les forêts et les ressources hydriques.

Comme le montre le débat actuel concernant la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation, le sort des terres agricoles et celui des terres forestières sont liés de façon inextricable. La pression exercée sur ces dernières est en augmentation, ce qui fait courir le risque d'une diminution de la biodiversité et de la capacité des bassins versants à garantir l'approvisionnement en eau des populations. Il semble que les hausses récentes des prix du pétrole s'inscrivent dans une tendance à long terme plutôt que temporaire, et l'économie changeante concernant la façon de satisfaire les besoins de base relatifs à l'alimentation et au chauffage signifie que la production débordera sur les terres productives marginales où les enjeux de la conservation sont souvent plus élevés.

Ce numéro d'*arborvitae* examine quelques-unes de ces tendances et ce qu'elles signifient pour les forêts. Le message semble être clair – les défenseurs de la nature devront prêter plus attention aux questions de productivité agricole et faire fi de la division sectorielle afin de développer des stratégies réalistes et durables pour le futur.

Stewart Maginnis & Mark Smith

Stewart est le Directeur du Programme de Conservation des Forêts d'UICN et Mark est le Directeur du Programme Eau de l'UICN

nouvelles en bref

Venir à bout de la « mauvaise herbe de sorcière »? Les scientifiques de l'Institut de Recherche sur les Cultures des Zones Tropicales Semi Arides (ICRISAT) ont réalisé une avancée majeure dans la lutte contre l'herbe de sorcière, ou Striga, la plus grande menace pour les cultures céréalières de l'Afrique. On estime que cette dernière inflige des dommages annuels de 7 milliards de dollars aux cultures clés que sont le sorgho, le maïs, le millet et le riz. Le Dr Dionysious Kiambi, généticien moléculaire du ICRISAT, a rapporté que « grâce à une sélection assistée par des marqueurs, nous avons pu déterminer avec précision les segments du génome du sorgho connus pour permettre la résistance au Striga, et les avons transférés à des variétés privilégiées par les agriculteurs, grâce à l'amélioration génétique conventionnelle et avec des résultats prometteurs ». ICRISAT espère répliquer ses résultats de laboratoire sur le terrain, et si ces derniers s'avèrent concluants, le centre de recherche est optimiste quant à la possibilité de pouvoir aider à accroître les récoltes, la sécurité alimentaire et les revenus des agriculteurs à travers l'Afrique.

Source: www.afrol.com, 08 Août 2008

Les pollinisateurs seront protégés: Le Fonds pour l'Environnement Mondial (GEF) a lancé un nouveau projet d'une valeur de 26.45 millions de dollars afin de mieux protéger les abeilles, les chauve-souris, les papillons et les oiseaux qui sont essentiels à la production agricole. Récemment, le déclin et l'effondrement d'importantes populations de pollinisateurs, telles que les abeilles, sont devenus une source d'inquiétude majeure. On estime que 35% des cultures mondiales dépendent des pollinisateurs (ce qui inclut même les moustiques), rendant agriculteurs et consommateurs fortement dépendant de ces espèces.

Source: www.enn.com 11 Août 2008

Agriculture et conservation – Trouver des liens positifs en Ouganda



Le repiquage de choux près du Parc National Mt. Elgon

Barbara Nakangu et **Edmund Barrow** de l'UICN décrivent un projet qui cherche à promouvoir des modes de vie ruraux stables tout en contribuant à la conservation du Parc National.

L'écosystème du Mont Elgon dans l'Est de l'Ouganda est l'un des sites de l'initiative Moyens d'existence et Paysages du Programme de Conservation des Forêts de l'UICN. Ici, l'initiative travaille avec les Benet – un groupe ethnique dont la subsistance dépend depuis des siècles du Mt. Elgon et qui fait partie des premiers habitants de la région. Jusqu'au début des années 1980, les Benet étaient implantés et vivaient au sein de la forêt, bien avant que cette dernière ne soit désignée réserve forestière. Dans la forêt, ils possédaient des jardins agricoles, faisaient paître leurs troupeaux, ramassaient des plantes médicinales et alimentaires, et chassaient le gibier. La plupart de ces activités était réalisée de façon durable; toutefois, la pression foncière était en train de croître. Tout cela a pris fin en 1983, lorsque le gouvernement ougandais a classé le Mt. Elgon comme Parc National et a décidé d'expulser les Benet et de les reloger en dehors de la forêt.

À l'heure actuelle, les pressions démographique et foncière au sein des communautés rurales ont intensifié les conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles au sein du paysage du Mt Elgon. La surexploitation dans les régions où les Benet ont été relogés a entraîné une importante déforestation, la dégradation des sols, les

glissements de terrain, les crues subites et l'envasement des masses d'eau. Par conséquent, les Benet sont confrontés à de fréquentes récoltes déficitaires, l'augmentation des pénuries alimentaires et la réduction de la fertilité des sols. Ils manquent également de ressources énergétiques vitales, comme le bois de feu, et disposent d'un nombre limité d'options de subsistance. Ces répercussions ont à leur tour entraîné la dégradation et l'empiétement sur les ressources du Parc National du Mt Elgon, ainsi que sur les ressources naturelles à l'extérieur de la zone protégée, au sein du paysage Benet lui-même.

Au cœur de cette situation complexe, l'initiative Moyens d'existence et Paysages cherche à promouvoir une interaction positive entre, d'une part, le développement de moyens d'existence durables, et d'autre part, la conservation des processus paysagers. Quelques-unes des activités entreprises comprennent:

La promotion de la conservation des sols et de l'eau et une gestion intégrée de la fertilité du sol: l'initiative, avec ses partenaires, apportera son appui aux communautés locales pour améliorer la productivité de leurs terres grâce à la

conservation des sols et de l'eau et la gestion intégrée de la fertilité du sol. En plus d'éduquer les agriculteurs quant aux techniques de conservation du sol et de l'eau, l'initiative promouvra la plantation d'arbres dans les espaces cultivés en utilisant, là où cela est approprié, des variétés d'arbres locales et utiles, telles que les variétés fruitières et médicinales.

L'appui aux activités génératrices de revenus pour les femmes en tant qu'incitations encourageant la productivité et la régénération des sols: l'initiative promouvra, en partenariat avec deux organisations communautaires locales (KACODA et KADLACC), les activités qui peuvent aider les femmes à accroître leurs revenus et les motiver à investir en faveur de la conservation et des activités liées à la subsistance. L'initiative encouragera l'artisanat et les jardins potagers, lesquels représentent des entreprises prometteuses. Dans le cas de l'artisanat, les femmes pourront utiliser des matières premières obtenues dans le Parc National, grâce à des accords de gestion en collaboration avec l'Autorité du Parc National. L'initiative envisage également de renforcer les capacités des femmes à évaluer et répondre aux opportunités du marché.

La promotion des arbres à fonctions multiples compatibles avec le paysage : étant donné le déficit aigu de terres et les conflits concernant l'utilisation des sols, l'initiative travaille à travers le gouvernement local pour promouvoir les arbres à multiples usages qui produisent aussi bien des biens que des services tels que revenu, fourrage, aliments, amélioration de la fertilité des sols, etc. L'accent sera mis sur les espèces testées et adaptées, lesquelles incluent les avocats, les agrumes, les fruits de la passion, et les espèces locales (telles que le *Prunus africana* qui est un remède important à l'échelle mondiale contre le cancer de la prostate).

Le paysage du Mt. Elgon doit profiter aux moyens d'existence des personnes rurales afin de continuer à générer des bénéfices tant pour la conservation que pour la protection des générations présentes et futures. Les objectifs de la conservation et de subsistance sont inextricablement liés – et ces deux secteurs doivent s'apporter un soutien mutuel. L'initiative Moyens d'existence et Paysages et ses partenaires aident à la création de tels liens.

Contactez: Barbara Nakangu, Barbara.nakangu@iucn.org

Les enjeux dominants des prix élevés de l'alimentaire



L'augmentation des prix de la viande bovine menace les forêts

David Kaimowitz de la Fondation Ford évalue les coûts probables de l'augmentation des prix des denrées alimentaires pour la conservation forestière.

Plus l'élevage bovin et la mise en cultures des terres forestières actuelles sont rentables, et plus il y a de fortes chances que ces forêts disparaissent. C'est aussi simple que cela.

Durant la majeure partie de ces 40 dernières années, les prix mondiaux des produits alimentaires ont décliné de façon continue. Il s'agissait là d'une mauvaise nouvelle pour les agriculteurs, mais d'une bonne nouvelle pour les forêts. Les revenus pour l'agriculture étaient tellement bas que l'agriculture aurait probablement disparu complètement dans de nombreuses régions tropicales en l'absence des subventions et du fait que de nombreuses familles rurales ne disposaient pas d'autre option.

Ces jours-là sont derrière nous. Les marchés émergents de biocarburants et l'amélioration considérable des régimes alimentaires en Chine, au Brésil, et en Inde ont stimulé la demande en denrées alimentaires, tandis que des décennies de négligence du secteur agricole et une gestion des ressources médiocre ont réduit l'offre. Par conséquent, les prix des produits alimentaires explosent.

Il devient beaucoup plus profitable de brûler les forêts pour faire de l'élevage bovin et cultiver des graines de soja dans l'Amazonie, et d'établir des plantations de palmiers à huile dans le Sud-est de l'Asie et en Amérique Centrale; il se peut que cela entraîne également l'expansion des cultures de la canne à sucre, du maïs et d'autres espèces au sein de la forêt. Les prix élevés du maïs rendent coûteuse son utilisation pour la production de

poulets, d'œufs, de lait et de viande bovine, et pourraient encourager les producteurs à avoir recours à des systèmes d'élevage extensifs utilisant de larges espaces de pâturage pour nourrir le bétail, plutôt que d'utiliser du maïs.

Tout cela rendra encore plus difficile la conservation des forêts et augmentera considérablement le prix de tout effort visant à réduire les émissions de carbone grâce à la réduction de la déforestation. Il deviendra également encore plus difficile de protéger les grandes aires protégées qui ne sont pas solidement enracinées au sein des cultures et des économies locales.

En théorie, le nouveau contexte pourrait aussi générer de nouvelles opportunités promouvant de petites fermes viables possédant des systèmes de production diversifiés et respectueux de l'environnement, particulièrement étant donné les prix élevés des combustibles et des fertilisants. Les petites fermes possédant des cultures pérennes, des parcelles boisées, des jachères forestières, des cultures et pâturages sous couvert arboré, et limitant l'utilisation agrochimique, sont bien plus favorables au maintien de la biodiversité que n'en ont conscience la plupart des défenseurs de la nature. Cependant, atteindre ce potentiel nécessiterait des politiques agricoles et de développement rural beaucoup plus équitables et proactives que celles qui ont existé jusqu'à présent dans la plupart des pays en voie de développement.

Dans le nouveau contexte actuel, la mise en place de stratégies favorables à la conservation de la biodiversité et des autres ressources naturelles, et l'amélioration des modes ruraux de subsistance, requerront beaucoup plus de données et d'analyses de qualité que ce qui est actuellement disponible. Parmi les aspects les plus problématiques du déclin de ces dernières décennies relatif à l'agriculture, et aux questions rurales en général, est la nette diminution de la collecte de données et des activités de recherche concernant les espaces ruraux, ainsi que la réduction du nombre de personnes qualifiées et hautement motivées se destinant à ces filières. Par conséquent, nous avançons à l'aveuglette en nous fiant largement à notre sagesse traditionnelle et à notre souvenir de la façon dont les choses fonctionnaient par le passé; toutefois, notre façon de penser n'a pas rattrapé son retard par rapport au rythme rapide des changements actuels.

Les prix plus élevés de la nourriture et du combustible, combinés à l'effet cumulatif des tendances à long terme dans les sociétés rurales, représentent de nouvelles menaces et opportunités pour les défenseurs de l'environnement. La plupart d'entre eux ne comprend pas très bien ces aspects et est mal préparée pour les adresser. L'ancienne approche consistant simplement à accroître le nombre ou la superficie des parcs sera plus coûteuse et aura moins de chance de réussir. Les mêmes conclusions s'appliquent aux stratégies se basant sur des considérations purement biologiques et écologiques. Les prix comptent plus que jamais – et les enjeux sont très élevés.

Contact: David Kaimowitz, D.Kaimowitz@fordfound.org

Le biocarburant – un gaspillage d'espace?

Rudy Rabbinge, de l'Université Wageningen des Pays-Bas, soutient que le boom du biocarburant représente un recul dans nos efforts pour accroître la productivité agricole.

À l'échelle mondiale, la productivité agricole a augmenté de façon spectaculaire au cours des 50 dernières années. En dépit du doublement de la population mondiale, la production alimentaire par habitant a augmenté de 30% depuis 1960. Ces progrès ont été réalisés grâce à l'amélioration des technologies – pesticides, fertilisants, irrigation et variétés améliorées. Des 'révolutions vertes' dans la productivité des petites céréales (blé, maïs, riz) ont été observées en Europe et aux États-Unis dans les années 1950, en Asie dans les années 1970, tandis que les récoltes en Amérique Latine ont augmenté de manière plus constante. L'Afrique subsaharienne est la seule région qui n'a pas connu une augmentation suffisante de la productivité – la disponibilité d'aliments par habitant a diminué dans cette région. De nombreuses raisons expliquent cette situation, le sous-investissement dans l'agriculture étant un important facteur.

Aujourd'hui, notre capacité à nourrir une population mondiale croissante pourrait être compromise, non pas seulement en raison des menaces qui pèsent sur les ressources naturelles (principalement le surpâturage, une gestion irrationnelle des sols et la déforestation) mais aussi en raison de deux tendances majeures. La première concerne l'augmentation considérable de la consommation mondiale de viande et de denrées animales. La croissance économique des pays comme l'Inde et la Chine entraînent des changements du régime alimentaire dans la mesure où plus de personnes sont en mesure d'acheter de la viande. L'industrie laitière connaît également un boom dans ces pays – l'Inde étant d'ailleurs, à l'heure actuelle, le plus gros producteur de produits laitiers au monde. Cette tendance en faveur d'une production animale accrue nécessite plus de céréales et par conséquent plus de terres agricoles; par exemple, la production d'un kilogramme de viande bovine nécessite huit kilogrammes de blé. Cette tendance n'est pas facilement gérable et si elle continue selon les prédictions, la sécurité alimentaire mondiale pourrait devenir un sérieux problème, dans la mesure où la compétition pour les bonnes terres agricoles s'intensifie. Cependant, pratiquer l'agriculture la plus sophistiquée sur les meilleures terres pourrait aider à surmonter ce problème.

La deuxième tendance qui fragilise la sécurité alimentaire mondiale est l'actuel boom touchant la production de biocarburants. Encouragé largement par la montée des prix du



Cultures de maïs envahissant la forêt. C'est sous la forme d'éthanol, et non plus d'aliments ou de produit alimentaire pour le bétail, que la valeur d'utilisation du maïs est la plus élevée.

pétrole, la rapide augmentation de la production de cultures destinées aux biocarburants est à son tour en partie responsable de l'élévation des prix des denrées alimentaires, dans la mesure où l'utilisation des sols à des fins alimentaires a été transférée au bénéfice du combustible. Les politiques gouvernementales américaines et européennes ont également motivées ces tendances puisqu'elles fixent des quotas requis et subventionnent l'utilisation des biocarburants. C'est sous la forme d'éthanol, et non plus d'aliment ou de produit alimentaire pour le bétail, que la valeur d'utilisation du maïs est désormais la plus élevée. Cela pousse le prix de ces cultures vers le haut, avec d'importantes ramifications pour les consommateurs à travers le monde. Il faut garder en tête le fait que, de la même manière que pour la production de bétail, la production de biocarburant provoque une utilisation inefficace de la terre et un gaspillage de la conversion de l'énergie solaire. Aux Pays-Bas, par exemple, remplir les objectifs de l'Union Européenne concernant l'utilisation de 5.7% de biocarburant dans les transports, nécessiterait 1.4 million d'hectares de colza – la même quantité d'huile pourrait

couvrir les coûts énergétiques de la consommation alimentaire journalière de 100 millions d'hollandais.

Si nous examinons le rendement par unité de superficie de production de plusieurs produits agricoles, le combustible représente la valeur la moins rentable d'utilisation des sols. J'ai élaboré un classement pour illustrer l'éventail de valeur par hectare des produits agricoles. Donc, en partant de l'utilisation des sols la plus rentable, les produits se classent de la façon suivante: pharmaceutiques, parfums, saveurs, fleurs, fruits, légumes, céréales, fourrage, fibres et combustible. Cette liste permet de voir que les agriculteurs commerciaux cherchant à maximiser la productivité économique de leur terre feraient mieux de se spécialiser dans les cultures pharmaceutiques intensives et de haute valeur plutôt que dans la production agricole de biocarburant. Cela allègerait aussi la pression sur la production de cultures vivrières – avec des effets évidents pour la sécurité alimentaire mondiale – et pour les forêts.

Contactez: Rudy Rabbinge, rudy.rabbinge@wur.nl

Que nous réserve l'avenir? Le futur de l'agriculture et ses répercussions sur les forêts

En Juillet, le World Business Council for Sustainable Development, a publié, avec le soutien de l'UICN, un rapport s'intitulant Écosystèmes Agricoles : Faits et Tendances (téléchargeable à www.wbcsd.org); celui-ci résume la situation de l'agriculture mondiale et les défis à venir.

Jamie Gordon de l'UICN a discuté avec **Eva Haden** du WBCSD – laquelle coordonnait le projet – au sujet de certaines questions abordées dans le rapport et de leur portée pour l'agriculture et les forêts de demain.

La forêt dans un paysage mixte peut faire beaucoup pour l'agriculture: conserver les variétés non-domestiquées des plantes cultivées; garantir l'approvisionnement en eau, fournir des compléments alimentaires. Dans ce contexte, quelles contributions peut faire l'agriculture en vue d'une meilleure utilisation et conservation des forêts?

De bonnes pratiques agricoles peuvent contribuer, directement ou indirectement, à la santé et conservation des forêts, en permettant de produire, par exemple, plus d'aliments en utilisant moins de terres; ainsi, elles allègent la pression en vue de la conversion des sols et créent des habitats pour la faune sauvage, en utilisant des cultures minimales et des cultures moins demandeuse en eau, et en maximisant le recyclage des nutriments sur la ferme. Ces bénéfices peuvent être étendus à d'autres écosystèmes non-forestiers, tels que les zones humides et les écosystèmes urbains.

Est-il censé promouvoir la production de biocarburant dans un climat d'augmentation des prix des denrées alimentaires et de la pression sur les dernières régions de grande biodiversité de la planète?

La production de biocarburant n'explique pas à elle seule l'augmentation des prix des denrées alimentaires dans certaines régions. En 2007-2008, seuls 5% des céréales, à l'échelle mondiale, étaient utilisés pour la production de biocarburants, comparés à 83% pour l'alimentation et la nourriture d'origine animale. Oui, il existe une compétition quant à l'utilisation des sols pour la production de combustible, d'aliments, fibres et produits forestiers, mais la production de biocarburant devrait partager les mêmes inquiétudes que n'importe quel autre système de gestion agricole. Cela signifie que les inquiétudes concernant la biodiversité sont les mêmes, et des systèmes de gestion agricole et des approches de gestion sont également nécessaires pour la production de biocarburants, tels que la gestion intégrée des cultures, et l'agriculture de conservation.

Vous noterez que les attentes à l'égard des agriculteurs afin qu'ils « conservent les sols, accroissent la biodiversité et protègent les ressources hydriques » pourraient nécessiter une compensation. Les Paiements pour Services Environnementaux (PES) commencent à avoir un impact sur la gestion forestière. Y a-t-il eu également des progrès dans le domaine de l'agriculture?

Oui, il y en a eu et je voudrais citer le rapport 2007 de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture s'intitulant « La Situation de l'Alimentation et de l'Agriculture »; celui-ci se concentre essentiellement sur le paiement des agriculteurs pour les services environnementaux.

Il faut un peu plus d'un litre d'eau pour produire une calorie de nourriture. Et le transport maritime d'un kilogramme de viande bovine autour du monde revient à transporter en fait 16,000 litres d'eau.

Au-delà de la fourniture de services tels que l'alimentation (pour laquelle nous payons déjà), les services tels que la pollinisation et l'approvisionnement en eau fraîche propre sont mis en valeur et rémunérés dans quelques cas. Un exemple connu est celui de Vittel (Nestlé Waters) qui paye les agriculteurs français locaux afin qu'ils utilisent moins de nitrates et de pesticides, dans le but de garantir que l'eau qui s'écoule en aval soit propre et puisse être embouteillée. De plus, pour l'agriculture américaine, la valeur du travail de pollinisation effectué par les abeilles s'élève à plus de 14.6 milliards de dollars – et comme les abeilles sont de plus en plus rares, les apiculteurs ont augmenté leurs coûts de manière significative (je recommande de regarder l'épisode 1 de Nature Inc. [voir www.natureinc.org/fruit.htm]). En tant que fournisseur et bénéficiaire essentiel de services rendus par les écosystèmes, les écosystèmes agricoles seront sûrement de plus en plus impliqués dans de tels accords à l'avenir.

Enfin, au niveau des politiques, la mise en place d'une réflexion commune entre les secteurs forestier et agricole n'est pas facile – et nous avons pu observer cette année l'échec du Cycle sur le Développement de Doha, à Genève. Quels défis nous attendent en matière de politiques?

S'impliquer dans les cadres politiques et de réglementation est une entreprise compliquée, et je ne pense pas que l'échec du Cycle de Doha soit une bonne nouvelle pour personne. Dès lors, si nous commençons à inclure le paramètre « écosystème » au sein des décisions politiques, cela augmentera la complexité existante. Par exemple, prenons le cas de l'eau : Il faut un peu plus d'un litre d'eau pour produire une calorie de nourriture. Et le transport maritime d'un kilogramme de viande bovine autour du monde revient à transporter en fait 16,000 litres d'eau. Dans le « Scénarios pour l'Eau en 2025 » du WBCSD, on peut lire que d'ici à 2020, un commerce virtuel de l'eau pourrait exister, de la même façon que pour le carbone aujourd'hui. En fait, il pourrait s'agir d'une bonne nouvelle pour certains des agriculteurs les plus pauvres de la planète se trouvant dans des régions riches en eau...

Contact: haden@wbcsd.org

L'invisibilité des agriculteurs des forêts thaïlandaises



Repiquage de l'ail dans une région classée forestière

Andrew Walker, de l'Université Nationale Australienne, examine les raisons pour lesquelles une campagne en faveur de la foresterie communautaire s'est retournée contre ses protagonistes en Thaïlande.

La plupart des gens qui vivent au sein, ou à proximité, des forêts thaïlandaises sont des agriculteurs qui cultivent le riz pour leur consommation domestique et dépendent d'une variété de cultures de rente et du travail non agricole pour faire face à la consommation des ménages.

Pourtant des millions de ces agriculteurs n'ont pas de titres de propriété sûrs, parce qu'ils pratiquent l'agriculture au sein de réserves forestières, de parcs nationaux, de zones de conservation de la faune ou de bassins versants protégés. Le déficit de titres de propriété formels se traduit souvent par des restrictions réglementaires et un accès difficile ou coûteux au crédit.

Les ONG et les académiques militants, convaincus que les hommes et les forêts peuvent coexister, ont mené une campagne en faveur d'une législation forestière communautaire reconnaissant les droits fonciers locaux. Un certain succès a été atteint quand, en 2007, le gouvernement thaïlandais a adopté la Loi sur la Foresterie Communautaire. Toutefois, la section 37 de la Loi stipule que : « vivre ou pratiquer l'agriculture dans les zones de foresterie communautaire est absolument interdit ».

Ainsi cela a tout simplement contribué à renforcer la démarcation entre conservation forestière et activité humaine, et a fait peu pour les agriculteurs au sein des réserves forestières. Les militants ont réagi avec colère et consternation et la Loi doit maintenant relever le défi au sein de la Cour Constitutionnelle. Mais l'origine de ces dispositions restrictives ne se trouverait-elle pas dans la campagne elle-même ?

Cette campagne a été caractérisée par ce que j'appelle "l'arboréalisation". Il s'agit du processus par lequel des modes de subsistance agricoles sont dépeints comme des modes de subsistance forestiers et les agriculteurs comme des habitants de la forêt, et, en dernier lieu, par lequel les droits de gestion de la forêt prennent le dessus sur les droits d'accès à la terre agricole. Autrement dit, l'arboréalisation rend visible les arbres au détriment des agriculteurs.

Je suggère deux raisons principales pour expliquer l'adoption, par les militants, de l'approche de l'arboréalisation. Premièrement, ils voulaient répondre aux allégations courantes des agences gouvernementales, selon lesquelles la pratique de l'agriculture dans les zones forestières thaïlandaises est destructive. Plutôt que de contester la légitimité

scientifique de ces revendications souvent exagérées, les activistes ont répondu en mettant l'accent, de façon sélective, sur le fait qu'il s'agissait là d'une production agricole à faible impact, respectueuse des forêts, et destinée à la consommation domestique – tout particulièrement dans le cas de l'agriculture itinérante avec longue jachère. L'intensification agricole et la commercialisation ont été largement ignorées.

La seconde raison était que de nombreux militants en faveur de la foresterie communautaire possèdent souvent des opinions anti-commerciales très marquées et estiment que l'individualisme du marché sape les formes communautaires de gestion des ressources qu'ils défendent. Inévitablement, ils ont privilégié les aspects de la gestion locale des ressources qui mettent en avant les arrangements communautaires au détriment des arrangements commerciaux, tels que la gestion des « forêts sacrées » ou la régulation des jachères. Ils étaient beaucoup moins intéressés par la masse du secteur agricole au sein de laquelle prédominent la propriété et la gestion par les ménages individuels.

En dépit du cri de ralliement selon lequel les hommes et les forêts peuvent coexister, la campagne a mis l'accent sur la gestion communautaire de la forêt, plutôt que sur les droits des agriculteurs aux terres agricoles. La réalité complexe des systèmes agricoles contemporains ne cadrerait tout simplement pas avec l'image arboralisée des modes de subsistance ruraux véhiculée par la campagne.

Une réforme bien intentionnée du secteur forestier a de grandes chances d'être peu durable si elle n'est pas basée sur une compréhension réaliste de la façon dont les gens utilisent la terre, l'eau et les ressources forestières. La campagne thaïlandaise en faveur de la foresterie communautaire a défendu les droits des individus en se basant sur une image sélective de leur mode de subsistance. Cela a débouché sur une camisole de force réglementaire. Quand un texte de loi, élaboré pour renforcer les droits d'accès et d'utilisation des ressources des agriculteurs habitants les forêts, rend l'agriculture illégale au sein de ces mêmes forêts, quelque chose a vraiment mal tourné.

Andrew Walker est le co-auteur (avec Tim Forsyth) de *Gardiens de la Forêt, Destructeurs de Forêt: Les Politiques du Savoir Environnemental dans le Nord de la Thaïlande* (University of Washington Press, 2008). Le concept d'"arboréalisation" est examiné en détail dans l'article d'Andrew de 2004, s'intitulant "Voir les arbres au lieu des agriculteurs: la foresterie communautaire et l'arboréalisation de l'agriculture dans le Nord de la Thaïlande", *Asia Pacific Viewpoint*, 45: 311-324.

Contact: Andrew Walker, andrew.walker@anu.edu.au

Convergence des marchés de l'alimentaire, des biocarburants et des fibres: forces motrices du changement des forêts mondiales

Don Roberts, Andy White et Sten Nilsson présentent les principaux facteurs responsables de la pression foncière croissante, particulièrement sur les forêts.

Convergence de la demande, convergence des marchés

La convergence de la demande mondiale de terres pour la production alimentaire, de combustible et de fibres a de grandes chances de déboucher sur une invasion de terres à grande échelle, et les terres forestières constituent des cibles très probables. En effet, afin de faire face à ces demandes en plein essor, les forêts, de plus en plus, céderont la place à l'agriculture industrielle. En utilisant des estimations prudentes, la demande future de terre correspondra à au moins 515 millions d'hectares : 200 millions d'hectares pour l'agriculture, 290 pour la production de bioénergie (incluant le feu de bois) et 25 pour les plantations forestières industrielles. C'est beaucoup plus que ce qui est disponible. Après la prise en compte des espaces construits, des terres cultivées, des forêts, des aires sans couverture végétale, parcs, montagnes et prairies pour la production de viande, il ne reste que 250 à 300 millions d'hectares de terres disponibles pour la production de biomasse. Les 200 millions supplémentaires nécessaires pour faire face à la demande future ne peuvent donc provenir que des forêts (voir http://cofi.org/library_and_resources/annual_convention/2008/pdf/Don%20Roberts%20-%20CIBC%20World%20Markets.pdf)

L'expansion mondiale des biocarburants est menée par des inquiétudes croissantes concernant la sécurité environnementale, économique, nationale et politique. Ces inquiétudes sont également responsables des ambitieux objectifs définis par de nombreux pays – parmi lesquels certaines des plus grosses économies – concernant l'utilisation des biocarburants. La Chine, par exemple, a pour objectif de générer une production électrique à partir de biomasse de 30,000 MW d'ici à 2020. Le gouvernement chinois, conscient de la nécessité de ne pas laisser la production de biocarburant déplacer la production alimentaire, apporte son soutien à la production d'éthanol

cellulosique – c'est-à-dire utilisant du bois ou des matières premières à base d'herbe, plutôt que du maïs ou de la canne à sucre. Le gouvernement a également pour objectif de destiner 13.3 millions d'hectares de terres marginales au soutien du secteur de la bioénergie. Concernant le Brésil, certains analystes prédisent que la production annuelle d'éthanol provenant de la canne à sucre augmentera en gros de 18 milliards de litres en 2006 à plus de 40 milliards de litres en 2015. En Indonésie, l'industrie de l'huile de palme possède déjà 6.5 millions d'hectares de plantation à travers Sumatra et Kalimantan. Certains observateurs prédisent que cette superficie atteindra 16.5 millions d'hectares d'ici à 2020. Pour terminer, suite à la rapide expansion stimulée par une combinaison de subventions et d'objectifs minimaux de combustibles renouvelables, les États-Unis sont maintenant le plus grand producteur de biocarburant au monde, dérivé principalement du maïs.

Dans la mesure où l'alimentation et les fibres sont maintenant converties en combustible à une si grande échelle, comprendre la signification du boom des biocarburants requière d'examiner la convergence des marchés pour ces trois groupes de produits.

Ces trois marchés convergeront dans la mesure où leurs matières premières de base auront tendance à s'échanger sur la base de leur "équivalent énergétique". Par conséquent, en tant que matières premières de substitution pour la production de biocarburant, le maïs et les pastilles de bois densifié finiront par avoir des prix similaires sur le marché international. Pour le secteur forestier, le biocarburant représente une nouvelle utilisation significative du bois, tout particulièrement du bois de plus faible qualité. Cette augmentation de la demande exercera une pression plus grande sur les prix du bois jusqu'à ce que, comme attendu, ils atteignent un prix plancher qui



réflétera l'équivalence énergétique du bois. Dans la plupart des régions d'Amérique du Nord, le prix de la sciure de bois/copeaux a approximativement doublé entre 2005 et 2007.

En plus des coûts des matières premières (qui comptent pour près de 80% des coûts de la production de biocarburant), les autres paramètres clés contrôlant l'économie des biocarburants sont le prix du pétrole (le principal substitut), les réglementations (qui stimulent la demande) et la technologie de conversion. A l'heure actuelle, toutes ces variables fluctuent, notamment le prix du pétrole. Historiquement, la tendance voulait que lorsque les prix du brut tombaient en dessous de 60 dollars le baril, l'intérêt relatif à la construction d'usines de biocarburant faiblissait dans la plupart des pays (sauf dans le cas du Brésil) et augmentait quand le pétrole atteignait 70 dollars le baril ou plus. La montée en flèche des prix du pétrole au cours des derniers mois expliquent clairement le vif intérêt des gouvernements des pays développés et en voie de développement à fixer des objectifs et fournir des subventions pour la production de biocarburant.

L'utilisation de bois dans la production de biocarburant a un inconvénient qui est celui des coûts de transformation plus élevés, par rapport à d'autres matières premières, telles que le sucre ou le maïs. Cependant, ces coûts sont en train de diminuer. Le bois a d'autres avantages, lesquels incluent un stockage plus long et moins coûteux, des coûts de transport



Plantation d'Eucalyptus au Brésil. La production de biocarburant à base de bois pourrait stimuler les économies des pays en voie de développement, mais à quel prix?

on estime que 20-25 millions d'hectares de terres supplémentaires seront nécessaires pour que les plantations industrielles intensives puissent faire face à la demande mondiale en 2020.

plus faibles, une utilisation moins intensive d'intrants, et des systèmes de collection établis. Bien que les coûts d'immobilisation du capital continuent d'être plus élevés pour transformer le bois, les coûts variables pourraient être plus bas, faisant du bois une matière première compétitive.

Qu'est ce que cela signifie pour les forêts?

L'augmentation des prix des matières premières du bois devrait stimuler la production et, comme mentionné plus haut, on estime que 20-25 millions d'hectares de terres supplémentaires seront nécessaires pour que les plantations industrielles intensives puissent faire face à la demande mondiale en 2020. Cependant, en raison de la possible baisse de l'offre de terres pour la foresterie, les effets se feront plus sentir dans l'hémisphère Sud, où les coûts plus faibles de la terre se combinent à des récoltes supérieures et à des coûts de main-d'œuvre inférieurs. Cela constitue une opportunité potentielle pour les pays qui ont un avantage comparatif dans les ressources naturelles, et qui n'a pas pu être exploité dans le domaine de l'agriculture

conventionnelle en raison des restrictions commerciales.

Il existe déjà des preuves importantes de ce changement. Au cours des dernières années, la pression en vue de développer les biocarburants et des huiles non-alimentaires a provoqué une poussée du nombre des plantations aux mains d'étrangers dans les pays en voie de développement. Une compagnie chinoise, ZTE International, s'est engagée à investir un milliard de dollars pour établir une plantation de biocarburant de trois millions d'hectares en République Démocratique du Congo. En Tanzanie et au Mozambique, les compagnies suédoises Atlas Copco et Sekab ont annoncé leurs intentions de développer plus de 400,000 hectares de terre pour la production de bioénergie. Un projet similaire est en cours en Éthiopie puisque la compagnie allemande Flora EcoPower a commencé à investir 77 millions de dollars dans l'état d'Oromia, dans le cadre de l'achat de plus de 13,000 hectares de terre destinés à la production de biocarburant. Dans la République démocratique populaire lao (RDPL), Stora Enso, la compagnie internationale de papier et d'emballage, a

récemment commandé une étude de faisabilité pour établir 35,000 hectares de plantations d'acacia et d'eucalyptus dans les provinces de Savannakhet et Salavane. De tels investissements indiquent que ces régions du monde possèdent désormais une valeur importante pour les compagnies étrangères, en dépit des distances et des risques politiques potentiels. Par conséquent, dans de nombreuses régions du monde en voie de développement, les prix des terres rurales et forestières sont en train d'augmenter de façon significative.

Les nouveaux marchés du carbone et leur influence sur la foresterie représenteront également un certain nombre de risques, parmi lesquels : un contrôle renouvelé, voire même accru, de l'état et des experts sur les forêts; le soutien à des modèles de conservation forestière excluant les populations locales; la violation des droits coutumiers et des droits territoriaux; des contrats communautaires inégaux et abusifs; la spéculation foncière et l'invasion des terres. La terre devenant une commodité de plus en plus rare, on peut se demander si la gestion des forêts naturelles sera compétitive lorsque mise en comparaison avec les secteurs de l'alimentaire et des combustibles.

Ces problèmes pourraient être exacerbés, dans la mesure où la production de matières premières pour les biocarburants (à base de bois et autres) a de grandes chances de se trouver à proximité des aires forestières; en effet, récoltes et plantations s'étendent au point de pénétrer dans des régions plus reculées en réponse aux prix absolus plus élevés du bois. Il y a des chances qu'il ne s'agisse pas là de bonnes nouvelles pour les personnes dépendantes des forêts, lesquelles font souvent partie des plus pauvres, particulièrement celles avec des droits de propriété flous. Des changements en faveur de la production de biocarburant les rendront plus vulnérables et plus susceptibles d'être déplacés.

Contact: Andy White, awhite@rightsandresources.org

Don Roberts est un Directeur Exécutif de CIBC World Markets Inc., organisation au sein de laquelle il est à la tête de l'équipe de Recherche sur les Produits Forestiers et en Papier, et responsable du secteur des biocarburants. Il est également membre du Conseil d'Administration du Groupe Droits et Ressources.

Andy White est le Coordinateur de l'Initiative pour les Droits et Ressources, une coalition internationale travaillant en vue d'encourager une action mondiale plus importante en faveur de politiques forestières et de réformes de marché afin d'accroître la propriété communautaire et des ménages, le contrôle, et les bénéfices provenant des forêts et des arbres.

Sten Nilsson est le Directeur intérimaire de l'Institut International des Systèmes Appliqués (IIASA), un expert de l'analyse des forêts internationales et du secteur forestier mondial, et membre de l'Initiative pour les Droits et Ressources.

UICN est un Partenaire de la coalition Initiative des Droits et Ressources, laquelle est coordonnée par le Groupe Droits et Ressources.

Les forêts et la sécurité alimentaire



Creditt: © FAO/Roberto Feidutti.

Vente du fruit de karité sur le bord de la route, Burkina Faso. Les produits forestiers peuvent être une importante source de revenu pour les familles pauvres.

Mike Arnold examine les liens entre les écosystèmes forestiers et la sécurité alimentaire des populations rurales pauvres.

Les liens entre les forêts et l'accès des ménages aux denrées alimentaires sont nombreux et incluent les impacts environnementaux indirects des forêts sur la capacité de la terre à produire des aliments. De manière plus directe, les forêts et les arbres forestiers sont sources d'une variété d'aliments qui s'ajoutent et complètent ceux issus de l'agriculture, ainsi que d'une gamme importante de médicaments et d'autres produits qui contribuent à la santé et à l'hygiène. Les produits forestiers comblent non seulement les vides saisonniers et cycliques de disponibilité des aliments, mais ils font aussi office de filet de sécurité pendant les époques de carence provoquées par la sécheresse, les inondations, les maladies et d'autres situations d'urgence. L'accès au bois de feu favorise la disponibilité d'aliments cuits. La vente de produits forestiers et d'autres produits peut améliorer les revenus des ménages qui présentent des carences nutritionnelles, en augmentant leur capacité d'achat d'aliment et d'intrants agricoles pour leurs systèmes de production alimentaire.

Au fur et à mesure de l'augmentation de la population et de l'agriculture dans les aires forestières, les aliments issus des forêts et d'autres produits forestiers proviennent de plus en plus des arbres et d'habitats dominés par les arbres coexistant avec l'agriculture, et des forêts denses. Les forêts en jachère, les buissons aux abords des fermes, les arbres que les paysans entretiennent ou plantent sur leurs terres, et les ressources des arbres sur d'autres terres sont devenus d'importantes sources d'aliments forestiers, de combustibles et de revenus.

Bien que la recherche sur les écosystèmes et la sécurité alimentaire pour les populations rurales pauvres soit limitée, une opportunité importante semble exister pour que les organisations de conservation travaillent sur ces liens. Mais ces derniers peuvent être complexes. Si l'importance des aliments et des revenus provenant de la forêt est amplement reconnue comme aidant les pauvres à « faire face » à la pauvreté (*atténuation de la pauvreté*), ils sont sans doute moins capables de leur permettre de sortir de la pauvreté et des pénuries d'aliments chroniques à

long terme (*réduction de la pauvreté*). Nous devons donc être vigilants par rapport à la promotion de la dépendance sur des sources d'alimentation et de revenus de si faible valeur là où ils peuvent devenir des *pièges de la pauvreté* pour les populations concernées. Les interventions doivent être conçues pour compléter et non pour miner la capacité des ménages à remplir certains de leurs besoins à travers leur propre production et revenu.

La compréhension du contexte local est critique. Les initiatives pour augmenter la productivité et l'utilité des ressources alimentaires sauvages doivent être surveillées de très près afin de remplir les besoins nutritionnels et de santé actuels des populations utilisatrices, et leur changement par rapport à ces besoins. Dans de nombreuses situations, l'utilisation d'aliments provenant des forêts continue à être importante et en augmentation dans certains cas. Là où l'utilisation d'aliments provenant des forêts diminue, cela pourrait refléter la possibilité de meilleures alternatives, de changements culturels, l'épuisement des ressources, l'érosion des connaissances traditionnelles, ou bien la réduction de la disponibilité de main d'œuvre et d'autres droits d'utilisation de ces ressources.

L'accès est aussi important que la disponibilité, et l'accès des pauvres à des ressources qui peuvent fournir des aliments et des revenus forestiers est toujours de façon générale soumis à des arrangements politiques et institutionnels qui appuient le contrôle local rendant la gestion des forêts inefficace et leur disponibilité faible. De ce fait, un engagement total envers cette problématique requerrait de prendre en compte ces contraintes.

Il existe de nombreuses possibilités et des besoins urgents pour davantage de travaux de recherche sur les liens entre écosystèmes et sécurité alimentaire afin d'influencer des politiques et des pratiques plus durables. Cette recherche pourrait être plus efficace si elle s'inscrivait au sein d'une stratégie générale de modes de vie pour améliorer le bien-être des ménages ruraux en situation de pauvreté.

Contactez: Mike Arnold, jem_arnold@yahoo.co.uk Mike est un consultant indépendant et cet article est basé sur une étude qu'il a préparé au début de l'année pour IUCN : « Gérer les Ecosystèmes pour Améliorer la Sécurité Alimentaire des Populations Rurales Pauvres : une analyse de la situation préparée pour l'IUCN ». [https://cmsdata.iucn.org/downloads/managing_ecosystems_to_enhance_the_food_security_of_the_rural_poor_mike_arnold_final.pdf] Pour plus d'information, contactez Georgina Peard, Chargée de Conservation et de Réduction de la Pauvreté, georgina.peard@iucn.org

La viande de gibier: une nouvelle crise alimentaire en vue?

Robert Nasi du CIFOR appelle à davantage de réflexion raisonnée sur la façon d'aborder la problématique du gibier.

Qu'est-ce que la « crise du gibier » ?

Historiquement, la pression de la chasse a contribué à l'extinction ou la quasi extinction de plusieurs espèces (baleine blanche, grand pingouin, courlis esquimau, tourte...). Les recherches récentes suggèrent que le niveau actuel de chasse dans les forêts tropicales mènera à une plus grande extinction de plusieurs mammifères des forêts, et la malnutrition pourrait augmenter considérablement si le problème n'est pas résolu rapidement.

Les personnes qui souffriront le plus du déclin des ressources fauniques sont les millions de personnes en Afrique, en Amérique latine et en Asie qui vivent dans ou aux alentours des forêts. Il s'agit souvent des personnes les plus pauvres et les plus marginalisées, qui typiquement manquent d'éducation et de facilité pour trouver un emploi alternatif facilement, et d'accès au capital ou aux marchés agricoles pour trouver des alternatives de modes de vie et de sources d'aliments.

Comment en sommes-nous arrivés là ?

La crise du gibier est le résultat premièrement et principalement d'une ressource commune non gérée et qui est exploitée de manière non pérenne à cause d'une gouvernance et de cadres politiques inadéquats.

Pour les populations rurales sans accès au capital, à la terre et au bétail, le prélèvement de gibier sauvage offre souvent le meilleur retour du travail fourni. Le gibier est facilement vendu et transporté, n'est pas difficile à préserver et possède un important ratio du rapport valeur-poids. Et de nos jours, les gens ont un accès plus facile tant aux forêts qu'aux armes à feu.

Dans de nombreux cas, les politiques conçues pour aborder le problème frôlent l'absurdité. En Afrique Centrale, les lois reconnaissent les droits des usagers et permettent la chasse traditionnelle mais interdisent, entre autres choses, la chasse pendant la nuit ou avec des pièges métalliques, ce qui rend illégal la plupart des pratiques de chasse locale. Les politiques sont souvent inadaptées car elles se basent sur une recherche défectueuse. Les liens entre le commerce de gibier sauvage et les modes de vie ou les fonctions écosystémiques sont peu comprises ou pas correctement prises en compte. Et la recherche est souvent compromise par son association fréquente avec les groupes de défense des animaux qui représentent des intérêts externes ou lieu des intérêts locaux.

Que faire maintenant?

La crise du gibier est un problème complexe qui requiert des solutions complexes. En voilà trois solutions pour commencer.

Premièrement, reconnaître que différents cas et espèces nécessitent des solutions différentes. Il y a eu des programmes réussis pour réduire la chasse à des niveaux durables, la plupart d'entre eux consistent en une combinaison de parcs nationaux,

de réserves communautaires, co-gestion avec le secteur privé et la régulation de la demande. Par exemple, à Sarawak (Malaisie), l'Ordonnance de la Protection de la Faune de 1998 a banni toutes les ventes commerciales de faune, permettant aux populations locales de chasser pour leur propre subsistance. La loi a été amplement promue, appliquée vigoureusement (dans les marchés, les boutiques, les animaleries et les restaurants) et a démontré être efficace. Cependant, ceci est juste un exemple, et ce qui est bon pour l'un n'est pas forcément bon pour l'autre.

Dans de nombreux cas, les politiques conçues pour aborder le problème frôlent l'absurdité.

Deuxièmement, il y a un besoin urgent d'éliminer les stigmates autour du gibier. L'atmosphère de l'illégalité ne contribue pas au processus politique, et empêche une évaluation solide des besoins de gestion. Pour légitimer le débat, il est nécessaire de séparer les intérêts commerciaux des entrepreneurs qui pratiquent une activité d'une importante valeur commerciale qu'ils savent illégale (par exemple les cornes de rhinocéros ou les os de tigres) des efforts des populations rurales pauvres qui exploitent ce qui, pour de nombreuses personnes, peut être l'unique source de revenu ou d'aliments pour leurs familles.

Troisièmement, à partir de problématique de la légitimité, la solution de la crise du gibier peut uniquement être produit de stratégies qui cherchent à renforcer les droits locaux.

Argumenter que les problèmes de conditions de vie sont plus urgents que les problèmes de conservation revient à reconnaître que les décisions concernant quelles ressources conserver et lesquelles consommer seront finalement prises par ceux dont la vie est directement affectée par la ressource, et ceux qui ont le plus grand intérêt à ce que la ressource soit gérée de façon durable.

Actuellement, ceux qui exploitent la faune ont peu d'habileté ou d'incitation à la gérer de façon durable. Nous devons fournir un cadre acceptable pour cette activité économique qui soit d'une grande aide pour les cultures locales et qui transfère la prise de décisions entre les mains de la population locale. C'est seulement si le chasseur local est doté du *droit* de décider quoi, où et comment il peut chasser – ainsi que la connaissance de la compréhension des conséquences de ces décisions – qu'il pourra accepter sa *responsabilité* de chasser de façon durable.

Contactez: Robert Nasi, r.nasi@cgiar.org
Pour plus de détails, voir Nasi, R.; Brown, D.; Wilkie, D.; Bennett, E.; Tutin, C.; van Tol, G.; Christophersen, T. 2007. *Conservation and Use of Wildlife-Based Resources: The Bushmeat Crisis*. Secretariat of the Convention on Biological Diversity, Montreal, and Center for International Forestry Research (CIFOR), Bogor. Technical Series no. 33. <http://www.cbd.int/doc/publications/cbd-ts-33-en.pdf>

Des systèmes agricoles riches en biodiversité: la clé pour réconcilier l'agriculture et la conservation



La Biodiversité travaille afin de lier les producteurs de cacao aux chocolatiers gourmet, pour améliorer les revenus locaux et aider à la diversité des arbres. Ici les villageois font du chocolat à partir de leurs fèves de cacao, sous la direction d'un expert en fabrication de chocolat. Ils n'avaient jamais goûté à leur propre chocolat auparavant.

Emile Frison, Directeur Général de Bioversity International, met l'accent sur l'importance de l'agriculture « riche en biodiversité » pour la conservation de la biodiversité

Dans presque toutes les discussions sur la biodiversité et l'importance de la conserver comme un thème d'intérêt personnel éclairé, une chose manque : l'agriculture. En effet, l'agriculture est trop souvent vue comme l'ennemi de la biodiversité. De plus, très peu d'attention a été mise sur la diversité des écosystèmes agricoles. Par le passé, la biodiversité agricole, y compris la très grande diversité contenue parmi les variétés de plantes agricoles et de bétail non domestiqués, a été considérée presque exclusivement comme une source de caractéristiques qui peut être utilisée pour améliorer les variétés et les races de bétail. Ceci demeure vrai, mais la biodiversité agricole peut aussi fournir d'autres bénéfices qui sont tous aussi importants.

Une meilleure nutrition à travers une diversité du régime alimentaire est sans doute le plus évident de ces bénéfices mais ce n'est pas le seul. Les systèmes agricoles riches en biodiversité sont beaucoup moins vulnérables aux impacts externes comme les insectes nuisibles, les maladies et les chocs climatiques.

Par conséquent, et spécialement dans les environnements fragiles où les personnes les plus pauvres dépendent de l'agriculture, une plus grande utilisation de la biodiversité agricole peut prévenir le besoin de rendre productives davantage de terres en friche. Dans ces environnements, utiliser ainsi la biodiversité, pour créer des systèmes productifs et résilients est sûrement plus rentable que d'essayer d'introduire un système simplifié basé sur des variétés et des races améliorées, qui en plus requiert d'importants niveaux d'intrants pour délivrer leur potentiel et qui sont davantage vulnérables aux chocs.

La biodiversité agricole offre aussi des opportunités de revenus. Les habitants des forêts ont depuis longtemps récoltés des espèces sauvages, pour leur propre utilisation et pour les vendre. Ces efforts peuvent sans aucun doute être améliorés par plus de recherche et de développement. Les chaînes de marche, par exemple, en font suffisamment peu pour appuyer les producteurs de matière

première. Sélectionnés de meilleurs spécimens individuels et peut être améliorer leur culture et récolte – le premier pas vers la domestication – peut améliorer les rendements et les revenus, qui, à leurs tours, donnent de la valeur ajoutée aux forêts et aident donc à mieux les protéger contre les invasions et la destruction.

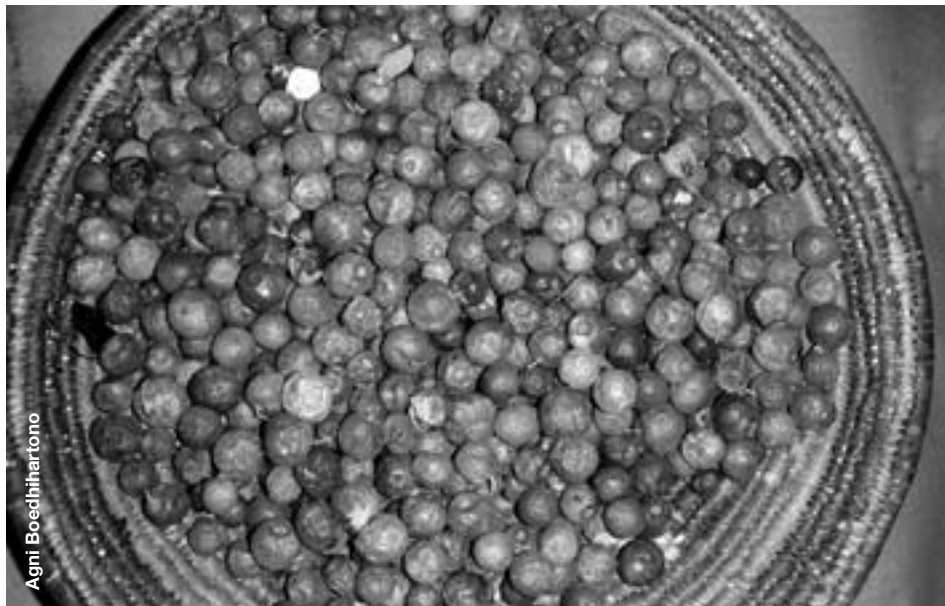
Le cacao fournit un merveilleux exemple des façons dont la diversité des arbres peut être exploitée afin d'améliorer les modes de vie, et ainsi protéger les écosystèmes dans lesquels il grandit. La demande des consommateurs haut de gamme de nouveaux types de cacao explose, et les petits paysans sont probablement la source de presque toutes les fèves de cacao car il n'y a pas vraiment de grandes économies d'échelle qui peuvent être récoltées. Cependant, actuellement la transformation des fèves est erratique et les connections entre les producteurs et ces consommateurs sont faibles. Bioversity a travaillé avec les petits paysans afin de les aider à augmenter la qualité des fèves qu'ils fournissent à l'industrie. Et nous avons aussi travaillé avec l'industrie pour exposer les chocolatiers gourmet à l'ampleur de la diversité présente sur les petites propriétés. Grâce à cette rencontre, toutes les parties prenantes devraient en bénéficier, et qui plus est les consommateurs qui conduisent ce processus. A peu près comme une pensée après coup, la diversité non seulement du cacao *Theobroma*, mais aussi de plusieurs autres espèces qui poussent dans un système agroforestier diversifié, est conservé et protégé.

Des systèmes agro-écologiques plus divers améliorent aussi d'autres fonctions des écosystèmes avec des bénéfices qui vont au-delà de la ferme, y compris une meilleure pollinisation, une amélioration de la fertilité des sols et une érosion réduite.

J'ai espoir qu'avec de nouvelles idées et une recherche continue, les deux aspects de la biodiversité – agricole et biologique – se renforceront mutuellement et, en le faisant, contribueront à l'augmentation durable de la production qui sera essentielle pour nourrir le développement humain et en même temps prévenir la destruction massive des écosystèmes restants.

Contactez: Emile Frison, e.frison@cgiar.org

Terres arides – une situation ni catastrophique ni satisfaisante



Panier de jujube (ou datte chinoise) – un fruit important des terres arides

Masego Madzwamuse, Edmund Barrow et Caterina Wolfangel de l'UICN examinent le potentiel non-exploité des terres arides comme paysages productifs.

Les terres arides couvrent 40 pour cent de la surface de la Terre et jouent un rôle critique dans la conservation de la biodiversité et pour l'alimentation dans le monde. Beaucoup de parcs nationaux du monde se trouvent en terres arides ; au Kenya 70% des parcs du pays sont dans des terres arides. Et, tandis que les terres arides sont souvent vues comme des « terres à l'abandon », elles représentent en réalité 43 pour cent des aires cultivées du monde – y compris les techniques de cultures inappropriées qui dégradent le sol et, dans le cas de l'irrigation, épuise la nappe phréatique et la rend salée. Parallèlement, un pourcentage important et disproportionné des 2 millions de personnes qui vivent dans les terres arides font face à une insécurité alimentaire – et ceci pourrait empirer avec le changement climatique.

Cependant, les gouvernements et la communauté internationale n'ont que très peu prêté attention aux terres arides. L'assistance externe a tendance à être limitée à l'aide humanitaire à court terme pendant les périodes de famine, ou des solutions de développement simplistes qui ignorent les dures réalités des environnements des terres arides. Il semblerait que nous n'ayons pas retiré les leçons du dernier demi-siècle d'efforts défectueux pour amener une

« révolution verte » dans les terres arides. Le fait est que la production de cultures demeurera toujours une opportunité limitée pour ces aires, étant donné que les précipitations sont basses, imprévisibles et erratiques et la surface ou la nappe phréatique est inadéquate pour l'irrigation. Les Turkana, groupe pastoral du Kenya le savent très bien – ils possèdent l'une des variétés de sorgho qui pousse le plus vite au monde, et même pour eux, sa culture est une grande opportunité; le bétail est leur pilier. De même, les efforts pour installer les populations des terres arides, pour simplifier la remise et l'appui de service, a été très décevante, et a contribué à davantage de dégradation environnementale étant donné que les populations sont concentrées dans des aires relativement petites, bien au dessus de la capacité de charge (pour le pétrole, fourrage, etc) des terres avoisinantes.

Alors, quels sont les ingrédients pour réussir à développer ces régions du monde ?

Premièrement, nous devons respecter et miser sur les connaissances énormes des populations locales de la gestion des terres arides.

Comprendre pourquoi elles ont des systèmes de propriété commune complexes de la gestion de la terre et des ressources (eau, arbres, pâturage, sel) qui peuvent couvrir d'immenses territoires. Comprendre pourquoi

ils donnent une plus grande importance au bétail qu'aux cultures. Comprendre comment ils gèrent les époques de sécheresse. Miser sur ces systèmes et les soutenir à travers des « connaissances modernes et scientifiques » afin d'améliorer leur productivité et créer des opportunités de marché.

Les opportunités de développement durable dans les aires arides existent :

Beaucoup de produits naturels proviennent des terres arides – et beaucoup d'entre proviennent des arbres. Ils comprennent de la gomme et des résines, des huiles végétales, teintures et plusieurs plantes médicinales. Par exemple, le Soudan est le plus grand producteur de gomme arabique, et les terres arides de la corne de l'Afrique produisent l'encens et la myrrhe de plus grande qualité au monde. Le développement de ce type de produit va requérir un compromis à des mécanismes de partage équitable des bénéfices, s'ils doivent contribuer aux modes de vie locaux.

Le monde à encore besoin de lait et de viande – et le bétail des terres arides est le convertisseur de biomasse le plus efficace pour l'utilisation humaine (lait, viande). Les améliorations de la gestion du bétail pastoral devrait miser sur et soutenir la gestion de la terre à partir de la tradition pastorale et devrait être basée sur les systèmes extensifs qui incluent les éleveurs de bovins (élevage et moutons), ainsi que de chameaux et de chèvres.

Le pastoralisme est compatible avec la conservation de la faune sauvage. Les populations des terres arides devrait être davantage capable de bénéficier de la conservation à travers les aires protégées communautaires et le tourisme, et ne devraient pas avoir leurs meilleures terres aliénées au nom de la conservation.

Les gouvernements doivent commencer à refléter la véritable valeur des terres arides dans les données économiques et les comptes nationaux, afin qu'elles soient reconnues comme des terres de valeur et non des terres sans valeur.

Une version adaptée de cet article a été publiée par le site Internet de la BBC : <http://news.bbc.co.uk/1/hi/sci/tech/7456973.stm>

Contactez : Edmund Barrow, Edmund.Barrow@iucn.org.

SENSOR: Prévoir les répercussions sur la durabilité des politiques européennes d'utilisation des sols



Paysage dans un site d'étude de cas de SENSOR, Estonie.

David Edwards du Forest Research, en Écosse, décrit une nouvelle série d'outils pour évaluer les options des politiques européennes d'utilisation des sols.

L'éventualité d'un conflit entre la conservation forestière et la productivité agricole peut être influencée grandement par de nouvelles politiques européennes, telles que des réformes de la Politique Agricole Commune (PAC) ou l'introduction de nouveaux objectifs pour l'énergie renouvelable. Toutefois, les preuves dont disposent les décideurs politiques sur les possibles répercussions de telles politiques sont loin d'être complètes. Pour adresser ce problème, l'Union Européenne a consacré, au cours des cinq dernières années, un financement substantiel pour le développement d'une suite de modèles informatiques visant à aider le processus de décision politique, au sein de différents secteurs et à différents niveaux stratégiques et à différentes échelles.

L'une de ces initiatives les plus innovatrices et ambitieuses est 'SENSOR' (Outils pour les Effets Environnementaux, Sociaux et Économiques d'un Usage Multifonctionnel des Sols dans les Régions Européennes), un projet de quatre ans coordonné par le Centre Leibniz pour la Recherche sur les Paysages Agricoles, situé en Allemagne, et qui réunit des équipes de chercheurs de 36 instituts dans 15 pays européens, ainsi que de la Chine, Brésil, Argentine et Uruguay. L'objectif est de développer des « Outils d'Estimation de l'Impact sur la Durabilité » (SIAT) afin d'aider l'évaluation *a priori* de nouvelles politiques dans six secteurs touchant à l'utilisation des sols : agriculture, foresterie, protection de la nature, infrastructure de transport, énergie et tourisme.

Le modèle SIAT utilise des 'fonctions de réponse' pour quantifier la façon dont les variables clés qui composent une option politique donnée (ex. : un soutien direct du revenu des agriculteurs), et d'autres leviers (ex. : les prix du pétrole et les changements démographiques), pourraient affecter les modes d'utilisation des sols en Europe au cours des 20 prochaines années, et la façon dont ces derniers affecteraient, à leur tour, la valeur de 40 indicateurs de durabilité différents (ex. : l'emploi, le PNB, et le surplus en nitrogène). Pour aider à l'interprétation de ces changements, les indicateurs ont été pondérés et agrégés afin d'exprimer les répercussions sur neuf 'Fonctions d'Utilisation des Sols'. Les valeurs actuelles et futures de chaque indicateur et fonction sont ensuite exposées sur des cartes de l'Union Européenne, divisée en 570 régions administratives. Une étape supplémentaire permet d'exprimer les risques sur la durabilité de chaque option politique en termes "d'espace de choix de durabilité" disponible dans le cadre de limites légales, de seuils scientifiques, et d'objectifs politiques, permettant ainsi aux décideurs politiques de choisir la meilleure option et d'appuyer leur choix avec de meilleurs indices.

Un prototype SIAT a maintenant été développé et utilisé pour analyser les répercussions des options pour la réforme de la PAC. Les résultats préliminaires suggèrent que la libéralisation (réduction des aides aux revenus des agriculteurs et du niveau de protection des marchés agricoles européens) aurait des effets très négatifs sur la production agricole, les revenus, et les prix de la terre. Les effets varieraient selon les régions, certains espaces d'élevage animal intensif réagissant différemment des régions cultivables. Il y a des chances que ces répercussions l'emportent sur les effets positifs d'autres secteurs d'utilisation des sols. Toutefois, il y a peu de chance que le désengagement foncier de l'agriculture accroisse la valeur de la conservation forestière si des politiques spécifiques ne sont pas mises en place.

Le deuxième thème de politique actuellement élaborée est celui de la bioénergie, qui permettra à l'utilisateur d'évaluer les impacts des changements de terre en jachère à la culture de biocarburants. Pour chaque thème, les résultats de l'outil sont en train d'être validés avec des parties prenantes locales de six régions à travers l'Europe, et une méthodologie pour l'engagement des parties prenantes dans le futur est en train d'être développée afin d'être utilisés parallèlement à l'outil. Tandis que des thèmes de politiques additionnels sont modélisés au sein du SIAT, cela devrait être de grande valeur pour un nombre croissant de décideurs politiques comme un outil d'appui à la prise de décision, mais aussi comme un outil d'appui pour la discussion en offrant une plateforme commune pour l'engagement critique entre les décideurs politiques et les parties prenantes. En faisant ceci, le SIAT pourrait aider à identifier les conflits potentiels entre les groupes d'intérêts et les résoudre durant la phase d'élaboration des politiques au lieu de dix ans après.

Pour plus d'informations: contactez David Edwards, david.edwards@forestry.gsi.gov.uk, ou visitez www.sensor-ip.eu. Recherche forestière (www.forestresearch.gov.uk) est l'agence de recherche de la Commission Forestière de la Grande-Bretagne.

Accepter le changement: protéger la biodiversité au sein des paysages productifs

Jamie Gordon et **Stewart Maginnis** de l'UICN analysent les implications d'essayer de conserver de la biodiversité dans des paysages dynamiques.

Il existe un dilemme qui se trouve au cœur de la gestion des paysages productifs pour la conservation de la biodiversité. Le paradigme classique de la conservation est sur le point de créer des espaces de stabilité socio-économique et institutionnelle dans lesquels des dynamiques biologiques peuvent dominer. Le résultat, on espère, assure des espèces permanentes et la conservation d'écosystèmes dans une aire protégée. Cependant, essayer de conserver la diversité forestière dans des paysages productifs implique la conservation là où des dynamiques socio-économiques et institutionnelles ont une influence beaucoup plus importante que celle normalement tolérée par une aire protégée. En effet, la résilience des paysages productifs dépend d'ajustement constant de leurs caractéristiques biophysiques à ces dynamiques.

La logique derrière l'acceptation du bénéfice d'un tel changement est que nous devons aussi accepter que certaines parties du paysage changeront en rapport à leur pertinence de maintenir les valeurs de la biodiversité. Dans n'importe quelle partie du paysage, et donc dans un paysage dans son ensemble, les valeurs de la biodiversité changeront au cours du temps. Une réponse à ceci pourrait être de déclarer de petites aires comme des petites îles de permanence de biodiversité au sein d'un paysage qui sinon auraient des habitats dominés par les humains et changeants. Ceci pourrait marcher, mais comporte certains problèmes. Premièrement, il y a un problème d'équité. De petites îles d'habitat requièrent que leurs paysages alentour soient gérés sympathiquement s'ils doivent maintenir leur biodiversité sur le long terme ; les couloirs biologiques en sont un exemple. Ainsi, les valeurs de la biodiversité devront quand même être compromises face à d'autres valeurs à un autre endroit du paysage. D'autre part, les compromis compensatoires qui peuvent favoriser la productivité dans les aires publiées dans une gazette – ne seront pas permis. Et il faut se rappeler que ces « autres » valeurs productives ne sont pas abstraites – la productivité est sûrement en rapport direct avec la nourriture et l'argent pour les coûts de scolarité. Qui décide quelles valeurs de la biodiversité doivent être conservées, et au prix de la vie de qui, devient soudain un problème qui divise fortement et qui comporte un fort potentiel de conséquences perverses. Si les paysans découvrent que leurs forêts qui produisent des revenus doivent être protégées de façon permanente, ils s'y opposeront sûrement et ceci sera sûrement un élément dissuasif pour davantage de régénération forestière

Deuxièmement il y a un problème pratique. Possédons-nous véritablement les ressources pour isoler de façon permanente chaque zone de haute diversité dans chaque paysage face aux changements économiques et sociaux imprévisibles ? La valeur non-marchande de la biodiversité en fera toujours un investissement peu attrayant quand, par exemple, l'augmentation du prix des aliments et du pétrole met de la pression sur les ressources. Nous devons peut-être accepter que

les valeurs de la biodiversité dans un paysage diversifié ne doivent pas toujours être vues comme « non négociable » mais plutôt comme faisant partie de la gamme des compromis qui fluctuent avec le temps et dans l'espace sur laquelle doit se baser une bonne gestion du paysage ?

Possédons-nous véritablement les ressources pour isoler de façon permanente chaque zone de haute diversité dans chaque paysage face aux changements économiques et sociaux imprévisibles ?

Il existe des limitations évidentes par rapport à cette manière de penser. L'extinction temporaire est un oxymore, et peu de personnes la trouverait acceptable pour que la valeur d'un cours d'eau propre soit temporairement compromise face aux bénéfices de processus de pollution en amont. Cependant, il y a aussi des précédents. La plupart et peut-être tous les habitats de hautes valeurs en biodiversité ont subi un changement anthropogénique à un moment ou un autre – et les valeurs de leur biodiversité demeurent intacts et même améliorés là où la perturbation crée des niches d'habitats additionnelles. La pratique de la rotation en gestion agricole et forestière a maintenu historiquement la diversité dans les paysages ; la perte de diversité dans une zone au début d'une rotation étant compensé par son retour ailleurs pendant la maturation de la jachère. Le potentiel de solutions non permanentes a commencé à être réalisé dans la planification de la conservation aussi. Le Programme METSO en Finlande (<http://www.metsa.fi/page.asp?Section=1191>) a piloté des projets innovants pour compenser les propriétaires forestiers qui étaient d'accords pour mettre de côté des forêts de haute diversité dans une période fixe. Le projet pilote a été une réussite, là où la déclaration avait été problématique, précisément parce que les propriétaires forestiers n'avaient pas à précéder constamment les revenus des forêts. Evidemment, au moment où les contrats expirent, la compensation doit être revue, mais une solution temporaire qui laisse toutes les options ouvertes est mieux qu'une solution permanente qui est vouée à l'échec.

Il est peut-être temps de faire savoir qu'il n'y a pas seulement des *endroits* pour la conservation de la biodiversité, mais aussi des *moments*.

Contactez : Jamie Gordon, james.gordon@iucn.org

arborvitae

Le prochain numéro de **arborvitae** sera publié en Décembre 2008 (date limite pour la copie, début novembre) et abordera le thème de conservation forestière en situations de conflits. Si vous avez des documents à envoyer ou à commenter, veuillez contacter : Jennifer Rietbergen-McCracken 85 chemin de la ferme du château 74520 Vulbens France
jennifer.rietbergen@wanadoo.fr

Les correspondances en relation à la liste de distribution d'**arborvitae** (demandes de souscription, changement d'adresses, etc.) doivent être envoyées à Sizakele Noko, sizakele.noko@iucn.org

Les numéros antérieurs d'**arborvitae** peuvent être consultés sur : www.iucn.org/forest/av

Cette lettre d'information a été éditée par Jennifer Rietbergen-McCracken. Editrice en Chef, Liz Schmid, IUCN. Arborvitae est financé par DGIS. Design de millerdesign. co.uk. Imprimer sur papier FSC.



DGIS est l'Agence de Développement du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas



Remerciements
Mike Arnold (GB); Edmund Barrow (Kenya); David Edwards (GB); Emille Frison (Italie); Jamie Gordon (Suisse); Eva Haden (Suisse); David Kaimowitz (Mexique); Masego Madzwamuse (Botswana); Stewart Maginnis (Suisse); Barbara Nakangu (Uganda); Robert Nasi (Indonésie); Sten Nilsson (Autriche); Rudy Rabbinge (Pays-bas); Don Roberts (Canada); Jeff Sayer (Suisse); Liz Schmid (Suisse); Mark Smith (Suisse); Andrew Walker (Australie); Andy White (USA);

Caterina Wolfangel (Kenya).

Les éditeurs et les auteurs sont responsables de leurs propres articles. Leurs opinions ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'IUCN.

Un nouveau partenariat global – accueilli avec des avertissements



© FAO/Roberto Faidutti

L'idée de la Banque Mondiale d'un nouveau partenariat pour les forêts a été bien reçue, bien qu'accompagnée d'une demande d'approche par le bas, dirigée par les pays.

L'année dernière, la Banque Mondiale a proposé la création d'un Partenariat Global sur les Forêts qui lierait les processus globaux et locaux et qui reflèterait les besoins et les points de vue des parties prenantes locales dans les espaces internationaux de décideurs. Rompant avec sa pratique traditionnelle, la Banque Mondiale a demandé à l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED pour les sigles en anglais) de conduire une évaluation indépendante de la nouvelle idée de partenariat.

En juillet, l'IIED a publié le résultat de cette évaluation – qui réunit les points de vue de plus de 600 experts forestiers qui ont répondu au questionnaire de l'IIED ou bien participé aux groupes de travail au Brésil, en Chine, au Ghana, en Guyane, en Inde, en Russie et au Mozambique ou durant des réunions internationales. À travers cette évaluation, l'IIED a aussi revu plus de 50 initiatives existantes afin d'identifier les partenaires potentiels et les lacunes qu'ils pouvaient remplir.

La vision générale émergente est qu'un tel partenariat serait bien venu mais que la Banque Mondiale devrait s'effacer dans le développement du partenariat,

comme un des facilitateurs plutôt que comme un des « directeurs » centraux. Les recommandations clés suggérées par ceux qui ont été consultés comprennent :

- Rendre autonomes les « parties prenantes » primaires comme les habitants de la forêt afin qu'ils mettent au centre leurs droits, connaissances et besoins;
- Améliorer les flux financiers pour les activités qui appuient les besoins locaux ainsi que les biens publics globaux comme le stockage du carbone ; et
- Interagir efficacement avec d'autres secteurs comme l'eau et l'agriculture, là où les causes sous-jacentes des problèmes forestiers et leurs solutions sont souvent logées.

Daniela Gomes Pinto et Mario Monzoni de la Fondation Getulio Vargas, qui ont aidé à la coordination du processus de consultation au Brésil, ont rapporté que : « Les brésiliens que nous avons consultés ont dit qu'un partenariat global sur les forêts est nécessaire pour améliorer le profil général des forêts, pour réduire les moteurs de la déforestation, et pour appuyer ceux qui désirent pratiquer la gestion forestière durable. Ce partenariat doit être construit au niveau global mais dirigé au niveau national – un partenariat mondial, pas de la Banque Mondiale » La Banque Mondiale a accueilli favorablement le rapport, qui fait un appel pour que le prochain pas soit la formation d'un « groupe de développement » de dirigeants du développement, de l'environnement et des forêts, essentiellement provenant du Sud, qui peuvent se réunir et contribuer au développement de l'initiative. Ils seraient appuyer par un petit groupe d'institutions internationales progressistes, y compris l'IUCN, dans leurs efforts de forger une nouvelle forme de partenariat forestier global.

Pour plus d'informations: contactez: Stewart.Maginnis@iucn.org ou liz.carllie@iied.org ou visitez www.iiedgfpconsultation.org.

Guides pour l'exploration de produits forestiers durables

L'Institut des Ressources Mondiales (WRI pour les sigles en anglais) et le Conseil de Commerce Globale pour le Développement Durable (WBCSD pour les sigles en anglais) ont récemment publié deux guides sur l'approvisionnement durable des produits en bois et à base de papier. Les guides sont élaborés pour aider les clients du secteur public ou privé à développer leurs propres politiques d'approvisionnement, tout en servant d'outil d'information sur les ventes et le marketing pour les fournisseurs. L'objectif final est d'aider à développer le marché durable du bois et des produits à base de papier.

Les guides sont basés sur dix questions, qui englobent par exemple des thèmes de vérification des tiers, utilisation de fibres recyclées, et les impacts sur les communautés locales et/ou les populations indigènes. Les deux documents, *Sustainable Procurement of Wood and Paper-based Products: an Introduction and Sustainable Procurement of Wood et Paper-based Products: Guide and Resource Kit*, sont téléchargeables à partir de la page d'Internet www.SustainableForestProds.org.